

**Zeitschrift:** Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile  
**Herausgeber:** Schweizerischer Zivilschutzverband  
**Band:** 41 (1994)  
**Heft:** 7-8

**Artikel:** OFAM, l'assureur de la protection civile  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-368497>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

La protection civile et les assurances

# OFAM, l'assureur de la protection civile

**JM. L'Office fédéral de l'assurance militaire (OFAM) est l'assureur officiel également des membres de la protection civile. L'OFAM a mis à notre disposition les informations de base suivantes qui nous permettent de vous présenter les tâches et l'organisation de cet office.**

L'Office fédéral de l'assurance militaire (OFAM) exécute les tâches de l'assurance militaire (AM) au sens de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM) et de l'ordonnance du 10 novembre 1993 sur l'assurance militaire (OAM).

Lorsque des demandes d'indemnité concernant des affections causées à des civils sont, conformément à l'Organisation militaire, à la charge de la Confédération, l'office élucide les faits pour le Département militaire fédéral et, le cas échéant, procède à l'appréciation médicale.

L'assurance militaire offre une vaste couverture de tous les risques d'affection des personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix. Sont assurés, notamment, le service militaire et le service de la protection civile, les actions du corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes ainsi que les actions de maintien de la paix et de bons offices de la Confédération.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, les personnes assurées auprès de l'assurance militaire à titre professionnel (par exemple, quiconque a été au service de la Confédération en tant qu'instructeur PC) peuvent, après leur retraite, adhérer à l'assurance facultative de l'assurance militaire pour la couverture de leurs affections physiques ou psychiques. Elles versent des primes pour cette assurance des soins médicaux.

Selon la LAM, l'assurance militaire répond de toutes les affections physiques ou psychiques de l'assuré, ainsi que de leurs conséquences pécuniaires directes, qu'elles aient pour origine un accident, une maladie, une maternité, des mesures médicales préventives ou un suicide et qui surviennent pendant les activités et les services cités. Cette vaste couverture des risques la distingue surtout, par exemple, de l'assurance-accidents qui couvre exclusivement les risques d'accidents et de maladies professionnelles, alors que l'assurance-maladie verse uniquement des prestations en cas de maladie ou de maternité. L'assurance militaire doit être prise dans le contexte global de l'assurance sociale

Le 19 juin 1992, l'Assemblée fédérale a voté à l'unanimité la loi fédérale totalement révisée sur l'assurance militaire. Cette loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994 en même temps que l'ordonnance sur la LAM.

La loi révisée sur l'assurance militaire, qui remplace celle de 1949, a permis d'améliorer la coordination avec les autres assurances sociales, de combler des lacunes et de supprimer des prestations conduisant à une surindemnisation. Ces trois thèmes constituent également les principaux objectifs de la refonte complète de la loi sur l'assurance militaire.

suisse qui compte dix systèmes autonomes gérés en partie selon des principes très divers. Il s'agit des assurances sociales suivantes:

- Assurance-vieillesse et survivants
- Assurance-invalidité
- Prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
- Prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
- Assurance-maladie
- Assurance-accidents
- Assurance militaire
- Régime des allocations pour perte de gain en faveur des personnes servant dans l'armée ou dans la protection civile
- Allocations familiales dans l'agriculture
- Assurance-chômage obligatoire.

L'assurance militaire représente, à côté des neuf autres assurances sociales, un système d'assurance sociale particulier et autonome. Elle s'efforce, dans le contexte de l'évolution ultérieure de l'ensemble du droit des assurances sociales, de travailler à l'amélioration constante de la coordination entre les différentes branches des assurances sociales.

L'OFAM constitue le moyen pour la Confédération de garantir la sécurité sociale pendant tout service de maintien de la sécurité et de la paix. L'OFAM est subordonné au Département fédéral de l'intérieur (DFI) depuis 1984.

L'OFAM est composé de la Direction, des unités d'état-major et de service de la direction, de la Division de la direction Cas d'assurance, des trois unités régionales: les Divisions AM Genève, Berne et St-Gall, de la Section AM Bellinzone ainsi que de la Clinique militaire Novaggio.

La Direction, les unités d'état-major et de service de la direction et la Division de la direction Cas d'assurance sises à Berne veillent, pour l'ensemble du territoire suisse, notamment au traitement équitable de tous les cas d'assurance.

La présence régionale de l'OFAM, en particulier, permet d'établir des contacts directs, faciles et personnels avec les assurés. La structure décentralisée, grâce à des unités régionales, tient compte des diversités linguistiques et culturelles de la Suisse.

Voici les adresses et les compétences pour la Suisse romande et le Tessin:

*Office fédéral de l'assurance militaire*  
 Division AM Genève  
 18, av. Edmond-Vaucher  
 1211 Genève 28  
 Téléphone 022 795 91 11

Section AM I (compétente pour):  
 Fribourg, Genève, Valais  
 (régions de langue française)

Section AM II (compétente pour):  
 Jura, Vaud, Neuchâtel, Berne  
 (régions de langue française)

*Office fédéral de l'assurance militaire*  
 Division AM Berne  
 Case postale 8715  
 3001 Berne  
 Téléphone 031 324 69 89

Section AM III (compétente pour):  
 Berne, Fribourg, Valais  
 (régions de langue allemande)

Section AM IV (compétente pour):  
 Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne,  
 Lucerne, Soleure

*Office fédéral de l'assurance militaire*  
 Section AM VII Bellinzone  
 Via V. Vela 1  
 6501 Bellinzone  
 Téléphone 092 25 64 12  
 (compétente pour): Tessin, Grisons  
 (régions de langue italienne)

*Office fédéral de l'assurance militaire*  
 Direction  
 Case postale 8715  
 3001 Berne  
 Téléphone 031 324 69 95